

L'AGRICULTURE

LE BILL RELATIF À LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—PROPOSITION DE RENVOI À LA COUR SUPRÊME

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Étant donné la réponse du premier ministre au sujet du bill C-176—il croit pouvoir remédier à la situation alors qu'il n'y a aucun libre-échange entre les provinces—j'aimerais savoir s'il serait disposé à soumettre le bill à la Cour suprême du Canada pour savoir s'il est *ultra vires* et faire ainsi confirmer sa prise de position à la Chambre quant à la constitutionnalité du projet de loi.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La Chambre a été saisie du bill. La méthode à suivre pour elle consiste à l'adopter et à le soumettre ensuite à la Cour suprême si des citoyens le croient *ultra vires*. Bien entendu, le gouvernement canadien a rédigé le bill avec l'aide de ses conseillers juridiques et le projet de loi que nous avons présenté est à nos yeux pleinement conforme à la constitution. Il est pour le moins étrange, à un moment où plusieurs provinces sont d'avis que le bill à l'étude s'impose pour remédier à la situation, que l'opposition...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne voudrais pas intervenir indûment, mais il me semble que nous nous engageons, comme nous l'avons fait hier pendant une bonne partie de la période des questions, dans un débat sur le bill C-176 dont la Chambre est déjà saisie.

M. Woolliams: J'aimerais poser une autre question supplémentaire car il s'agit d'un sujet très important. Nous n'aurons même plus de Parlement si la Confédération se disloque, et c'est de cela qu'il s'agit actuellement. J'aimerais poser cette question au premier ministre. Comme le gouvernement du Canada a eu l'occasion bien des fois de demander à la Cour suprême de se prononcer sur la constitutionnalité de mesures législatives, le premier ministre est-il disposé à prendre cette initiative, oui ou non?

Le très hon. M. Trudeau: C'est non. Je dois ajouter, monsieur l'Orateur, qu'il est difficile de comprendre actuellement, puisque le gouvernement a précisément proposé une mesure pour prévenir la balkanisation du Canada...

M. Horner: Vous allez balkaniser le Canada.

Le très hon. M. Trudeau: Le secteur agricole de l'économie nous a demandé, du moins depuis mon arrivée ici, d'établir des offices de commercialisation des produits. Le gouvernement a enfin agi en présentant un projet de loi. L'opposition y a fait obstacle pendant plus d'un an à la Chambre et voilà qu'elle propose maintenant de le retarder davantage en le soumettant à la Cour suprême du Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre! Les représentants auront droit de parole, mais nous devons permettre aux autres députés de poser des questions.

[Plus tard]

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je parlais de lapsus et on me dit que je viens d'en faire un. On me permettra peut-être de le corriger. Il s'agit du bill C-176.

[L'hon. M. MacEachen.]

M. Horner: Ne le dénaturez pas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous aviez raison la première fois.

Le très hon. M. Trudeau: A ce qu'il semble, j'ai dit que le gouvernement l'avait retardé.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Tout le monde sait que c'est surtout le député de Crowfoot qui l'a retardé.

* * *

LA SITUATION DE LA FEMME

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'un certain temps s'est écoulé depuis la dernière fois que j'ai cherché à connaître les intentions du gouvernement à l'égard des recommandations de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, le premier ministre peut-il me dire où en sont les choses et quels sont les projets du gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La dernière fois que j'ai répondu à cette question, j'ai déclaré que le gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour que les ministères étudient le rapport et veillent à ce que leurs décisions et leur politique coïncident avec ces recommandations. J'ajouterais que cela nécessite une coordination au niveau ministériel, et j'ai demandé à l'énergique ministre sans portefeuille chargé du logement de veiller à ce que cette coordination existe entre les différents ministères.

* * *

LA CITOYENNETÉ

LA QUESTION DES DROITS PAR FILIATION

M. R. N. Thompson (Red Deer): Puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Immigration? Son ministère envisage-t-il d'étendre les droits de citoyenneté, par l'intermédiaire de la mère autant que du père, aux enfants auxquels ce statut est nécessaire?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Il vaudrait mieux poser cette question au ministre sans portefeuille chargé de la Citoyenneté lorsqu'il sera présent à la Chambre.

* * *

LE LOGEMENT

ON SUGGÈRE UNE RÉDUCTION DU TAUX D'INTÉRÊT POUR LES PERSONNES TOUCHANT UN FAIBLE REVENU

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre responsable du logement.